



CP n° 49 du 28 novembre 2018

Universités : la France abandonne ses principes d'accueil et d'universalité.

La récente annonce par le premier ministre d'une augmentation des droits d'inscriptions pour les étudiants extra-communautaires est choquante, sur la forme comme sur le fond. Sur la forme, en effet, comment accepter que l'on couvre une telle mesure de l'appellation "bienvenue en France" ? Un tel double langage est inacceptable.

Sur le fond, cette augmentation va de fait exclure les étudiants les plus modestes des pays déjà en difficulté. Le rayonnement de la France dans le monde, et en particulier dans l'aire francophone, ne pourra que s'affaiblir. Elle fait déjà naître un sentiment d'abandon voire de rejet dans la jeunesse des pays qui se sentent visés. Les personnels des universités, quant à eux, se verront contraints de discriminer entre les candidats à l'inscription en fonction de leur nationalité, contrairement aux principes universitaires d'inclusion et d'universalité, et suivant des critères nécessairement contestables.

Pour le Sgen-CFDT, il s'agit aussi d'une menace qui pèse à terme sur l'ensemble des étudiants, extra communautaires et communautaires inclus. Penser que l'enseignement supérieur pourrait être financé par les étudiants eux-mêmes est une erreur politique. Les enjeux de la mondialisation nécessitent au contraire que la France (comme le fait l'Allemagne) investisse pour augmenter le niveau de qualification des jeunes et former les cerveaux de demain qui, par leurs productions, leurs découvertes scientifiques, permettront à la France de conserver son rang mondial tant dans le domaine de l'économie que dans celui de la culture et de la diplomatie.

Le véritable problème, que le gouvernement devrait traiter en priorité, c'est: comment mieux accueillir TOUS les étudiants? En effet, alors que les effectifs étudiants ne

cessent d'augmenter, le budget de l'enseignement supérieur ne permet plus un accueil de qualité pour tous les étudiants, en particulier en première année de licence. Les amphibondés, les groupes de TD et TP dépassant souvent les 40 étudiants sont monnaie courante; les files d'attente dans les restaurants universitaires s'allongent, faute de places et de personnels. Croit-on vraiment que ce manque de moyens massif sera comblé en ponctionnant les étudiants étrangers? Les présidents d'universités qui se laisseraient séduire par ce mirage vont au devant de cruelles désillusions.

Le Sgen-CFDT demande au premier ministre de retirer ce plan mal pensé, dont la seule annonce a d'ores et déjà eu un effet désastreux, en France et dans le monde, sur l'image de notre enseignement supérieur.